

LES INÉGALITÉS À EST ENSEMBLE

Analyse complémentaire
au **Rapport d'une politique injuste**



**Est
Ensemble**
Grand Paris

Édition 2024

Introduction. Passé le choc, la nécessité de comprendre les événements de fin juin 2023

Les émeutes de la fin juin 2023, faisant suite à la mort de Nahel Merzouk, ont eu pour particularité de toucher une grande partie du territoire national, en allant bien au-delà des quartiers dits « de la politique de la ville ». Néanmoins, de façon peut-être plus courte mais plus intense qu'en 2005, la Seine-Saint-Denis a connu plusieurs nuits de violence, qui ont stupéfait une grande partie des acteurs de terrains (élus locaux, associations et agents publics) et qui ont été marquées par la présence (active ou passive) de très jeunes, lycéens voire collégiens, dans les rues pendant les deux premières nuits.

Pour expliquer ces faits inédits on a pu invoquer l'impact des réseaux sociaux ou encore la radicalité d'une minorité influente dans les quartiers auprès des plus jeunes, qui sont certes des catalyseurs à prendre en compte, mais qui n'en sont pas les causes profondes. Ces événements soulignent une nouvelle fois les questions de relégation et de rejet des institutions, qui mettent de plus en plus à mal les promesses républicaines de justice sociale et d'égalité territoriale au sein du département le plus pauvre et le plus jeune de France métropolitaine.

« Le 9-3 est [...] un territoire de forts contrastes entre des sièges sociaux flamboyants et une pauvreté réelle, entre une démographie dynamique et jeune et des problèmes sociaux et économiques endémiques. »

Rapport parlementaire Cornut-Gentille & Kokouendo, 2018

Les multiples fragilités que rencontre près d'un ménage séquano-dyonisien sur trois (pauvreté, logement, formation, précarité dans l'emploi) viennent se confronter aux mutations urbaines et sociales particulièrement marquées en Seine-Saint-Denis, qui sont directement liées à l'essor d'une des métropoles les plus riches du monde. Hasard du calendrier, ces événements coïncident avec le bilan des contrats de villes et l'actualisation des zonages de la future géographie prioritaire, guidée uniquement par le critère du niveau de revenu et dont la pertinence a de moins en moins de valeur dans la ville dense et socialement morcelée.

Le travail proposé s'inscrit dans le prolongement de l'initiative prise par Est Ensemble de réunir des acteurs territoriaux et associatifs du territoire dans le cadre d'un observatoire des inégalités pour partager des constats et des interprétations, avec la volonté de comprendre avant de proposer des formes d'actions sur le territoire intercommunal. Suite à une première rencontre qui s'est tenue au mois de septembre, et qui a rassemblé une cinquantaine de personnes travaillant auprès des jeunes et/ou en charge de politiques publiques, il a été proposé de se réunir à nouveau, pour partager l'analyse de chiffres issus de la statistique publique en lien avec les inégalités territoriales et la cohésion sociale.

Cette note vise dans le même temps à illustrer d'une manière claire et directe, chiffres à l'appui, le degré de fragilité d'Est Ensemble dans ses dimensions démographiques, sociales, économiques et territoriales afin de disposer d'un socle commun de connaissances objectives. En trois parties synthétiques, il s'agira de rappeler la situation exceptionnelle de la Seine-Saint-Denis, de démontrer l'insuffisance des moyens face aux multiples difficultés d'accès au droit commun et enfin d'illustrer les phénomènes rapides de mutations sociales qui complexifient la lecture du territoire.

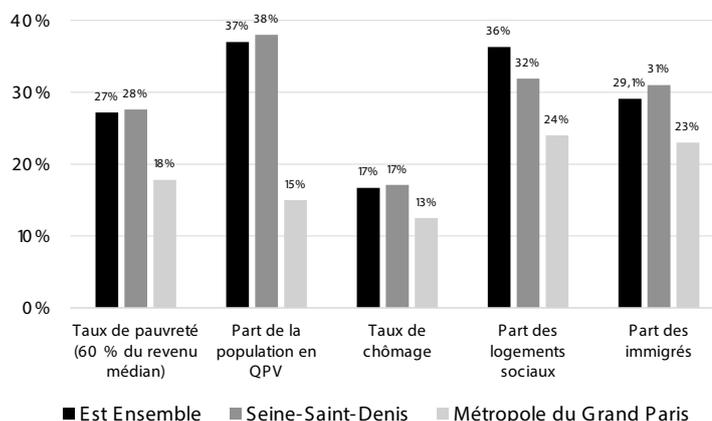
Partie 1. Un département aux caractéristiques et aux fonctions exceptionnelles

De la Seine-Saint-Denis industrielle au « sas d'intégration »

A sa création en 1964 le département est l'un des principaux pôles industriels du pays, mais il subit, dès la fin des années 60, une désindustrialisation précoce entraînant chômage et précarité. Dans le même temps, le mouvement de périurbanisation entraîne le départ progressif des classes moyennes vers les banlieues de grande couronne, délaissant peu à peu les grands ensembles, très présents sur le territoire. Grâce à son vaste parc de logements accessibles, la Seine-Saint-Denis, au gré de sa recomposition économique et sociale, développe une fonction de « sas d'intégration » en plus de continuer à accueillir les ménages modestes, constituant une étape incontournable dans le parcours résidentiel de nombreux immigrés qui s'installent sur le territoire national. Cette fonction résidentielle influence aujourd'hui encore fortement les caractéristiques socio-économiques du département.

Des difficultés économiques et sociales très fréquentes et une population en croissance rapide

Est Ensemble (dont les caractéristiques sont très proches de celles du département) fait partie des 15 intercommunalités dont les habitants sont les plus pauvres du pays. Cette pauvreté, n'est pas répartie de manière uniforme sur le territoire et se concentre particulièrement dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), qui regroupent plus du tiers de la population du territoire. Cette pauvreté est notamment le résultat d'un taux de chômage élevé et d'une précarité dans l'emploi, qui pénalise le revenu des ménages. Le vaste parc de logement social du département, qui est le plus développé de France, permet toutefois d'offrir un logement décent à une partie des habitants précaires du territoire.



Par ailleurs, la précarité est amplifiée par une démographie exceptionnelle : la Seine-Saint-Denis est le département le plus jeune de France métropolitaine, avec une croissance encore largement portée par les naissances. Les arrivées sur le territoire contribuent aussi à cette démographie dynamique puisque la Seine-Saint-Denis est également le département où les immigrés, parfois de longue date, occupent la plus forte place dans la population, en lien avec sa fonction de « sas d'intégration ».

Indice de jeunesse (nombre de personnes de moins de 20 ans pour 100 personnes de plus de 60 ans (2019))

160
Est Ensemble

174
Seine-Saint-Denis

Données INSEE RGP
122
M. Grand Paris

Partie 2. Des fragilités importantes qui sollicitent plus qu'ailleurs les services publics

ÉDUCATION | des inégalités qui s'installent dès l'école

Élèves scolarisés en REP/REP+ (2023)

47 %

Est Ensemble

44 %

Seine-Saint-Denis

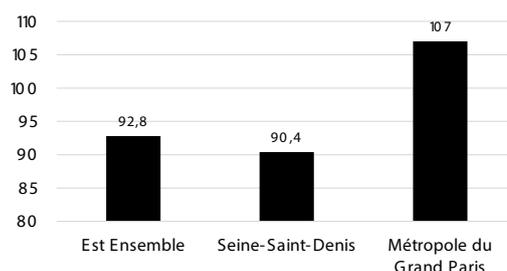
28 %

Métropole du Grand Paris

La surreprésentation d'élèves scolarisés en REP/REP+* sur le territoire est le signe de difficultés éducatives. Bien que le dispositif soit censé permettre un meilleur accompagnement des élèves, on sait qu'il ne remédie pas véritablement aux inégalités scolaires, d'autant plus que ces établissements peu attractifs concentrent généralement de jeunes enseignants, peu expérimentés.

L'existence d'un réseau d'éducation prioritaire très développé à Est Ensemble s'explique par le profil socio-économique des parents, mesuré par l'Indice de Position Sociale. Un indice faible, comme à Est Ensemble signifie que de nombreux enfants vivent dans des familles où les parents ont peu ou pas de diplômes, ce qui peut causer davantage de difficultés d'accompagnement dans les études. Bien qu'indispensables ces dispositifs ne sont pas suffisants au regard des indicateurs d'insertion professionnelle.

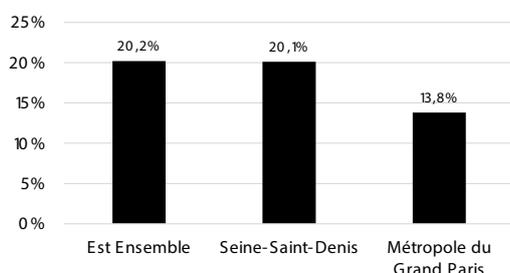
Indice de position sociale (2021)



Données Ministère de l'Éducation Nationale

EMPLOI | une insertion difficile et parfois précaire

Part des jeunes (-25 ans) ni en emploi ni en formation (2019)



Données INSEE RGP - SIRENE

Les difficultés scolaires rencontrées par les jeunes du territoire ont des conséquences directes sur leur capacité à poursuivre des études et sur leur insertion professionnelle. De fait, beaucoup de jeunes se retrouvent à l'écart du système, ne pouvant prétendre qu'à des emplois précaires et peu qualifiés, tels que ceux proposés par les plateformes en ligne comme Uber. D'une manière générale, le taux d'entreprise individuelle est plus élevé à Est Ensemble qu'à l'échelle de la Métropole.

Livreurs/chauffeurs Uber (et autres plateformes) pour 1 000 habitants (2020)

26 %
Est Ensemble

32 %

Seine-Saint-Denis

18 %

M. Grand Paris

* REP/REP+ : Réseaux d'Éducation Prioritaire / Réseaux d'Éducation Prioritaire renforcés

ACCÈS AUX DROITS | des prestations indispensables à beaucoup de ménages

Part des prestations sociales dans le revenu (2020)

10 %

Est Ensemble

11 %

Seine-Saint-Denis

5 %

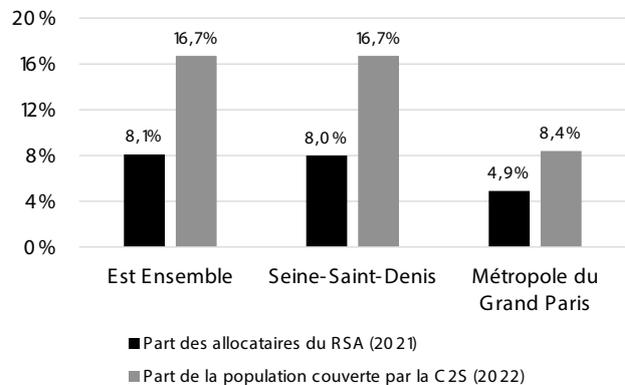
M. Grand Paris

Données INSEE RGP / CAF

Du fait des difficultés d'insertion et de la précarité d'une part conséquente des emplois accessibles, les habitantes et habitants d'Est Ensemble ont davantage besoin des prestations sociales pour vivre.

On trouve à Est Ensemble et en Seine-Saint-Denis, une importante part des ménages dont le revenu est composé exclusivement de minimas sociaux. Cela se constate particulièrement sur certaines prestations sociales telles que le RSA, dont les taux ne sont néanmoins pas si élevés au regard du taux de pauvreté, ce qui pose la question du non-recours, une problématique particulièrement difficile à appréhender.

Part des allocataires du RSA et de la C2S (anciennement CMU-C)



« il existe une concomitance entre des taux de recours [...] bas à certaines prestations et l'absence ou l'insuffisance de lieux d'accueil physique »

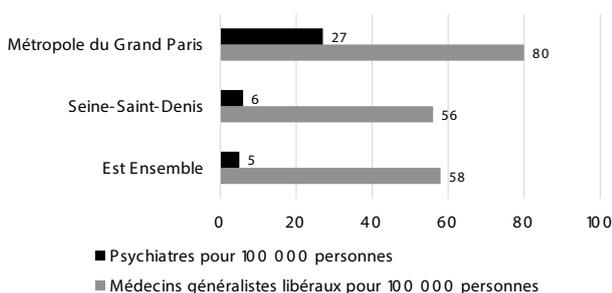
Observatoire des Données Sociales de Seine-Saint-Denis (ODDS), « L'accès aux droits sociaux en Seine-Saint-Denis », 2017

→ Il est indispensable, pour garantir l'accès aux droits, de maintenir des lieux d'accueil de proximité, en plus d'autres facteurs (information en amont, accompagnement...)

SANTÉ | une offre de soins insuffisante aux regards des besoins du département

Densité médicale (2020)

Données INSEE BPE

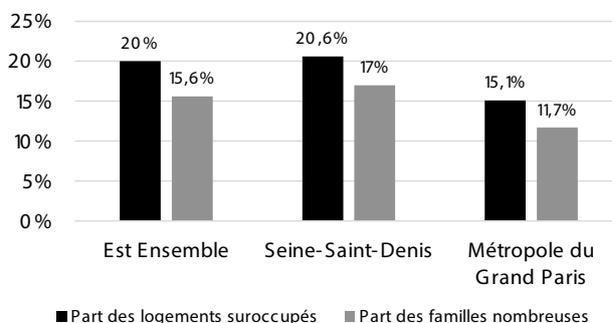


La Complémentaire Santé Solidaire (C2S) permet l'accès aux soins à une partie des plus précaires. Néanmoins, cela ne suffit pas à garantir un bon accès aux soins. Est Ensemble compte trop peu de médecins : l'offre de soin est insuffisante pour satisfaire les besoins. Le constat est particulièrement frappant pour ce qui est des psychiatres.

LOGEMENTS | des lieux de vie inadaptés aux évolutions démographiques

La proportion de familles nombreuses et de logements suroccupés à Est Ensemble est plus importante qu'à l'échelle de la Métropole du Grand Paris. Cette situation est un facteur difficilement mesurable, mais à prendre en compte dans le sentiment d'injustice vécu chez les jeunes, par rapport à d'autres ménages mieux lotis, et peut inciter les jeunes concernés à davantage investir les espaces extérieurs.

Part des familles nombreuses et suroccupation des logements (2020)



Données INSEE RGP

Part des familles monoparentales (2020)

25 %

Est Ensemble

24 %

Seine-Saint-Denis

21 %

Métropole du Grand Paris

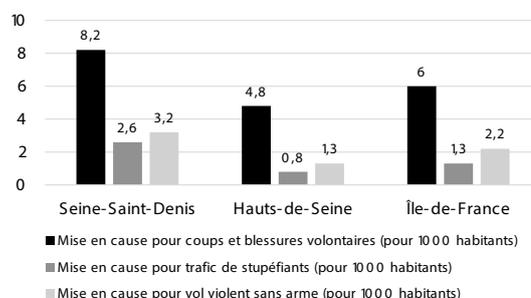
Le parc social, bien que très développé, ne répond que partiellement aux problématiques de mal-logement, d'autant plus que ce dernier se trouve en tension : moins de 5 % des demandes de logement social faites à Est Ensemble ou en Seine-Saint-Denis sont acceptées tous les ans. Enfin, la précarité des ménages apparaît aussi dans leur composition, avec une

surreprésentation des familles monoparentales, dont on sait qu'elles sont plus sujettes à des difficultés économiques et sociales.

SÉCURITÉ | une insécurité endémique, conséquence des fragilités du territoire

La Seine-Saint-Denis est le département où l'on compte le plus de crimes et délits pour 1 000 habitants de France métropolitaine, dans la plupart des catégories. Cela a pour conséquence un sentiment d'insécurité très marqué au sein de la population, en particulier dans des lieux où celui-ci est habituellement faible, comme le quartier. De plus, les tribunaux de Seine-Saint-Denis et notamment celui de Bobigny subissent un sous-effectif chronique, qui a pour conséquence « une dégradation de l'œuvre de justice » (Rapport parlementaire Cornut-Gentille et Kokouendo, 2018)

Taux de mise en cause pour des crimes ou délits pour 1 000 habitants (2022)



Données Ministère de l'Intérieur / Institut Paris Region (enquête «Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France»)

Sentiment d'insécurité au sein du quartier (2021)

26 %

Seine-Saint-Denis

15 %

Hauts-de-Seine

20 %

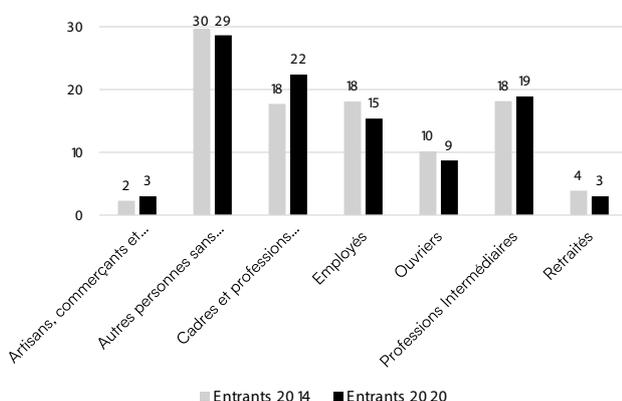
Île-de-France

Partie 3. Des mutations qui complexifient la compréhension du territoire

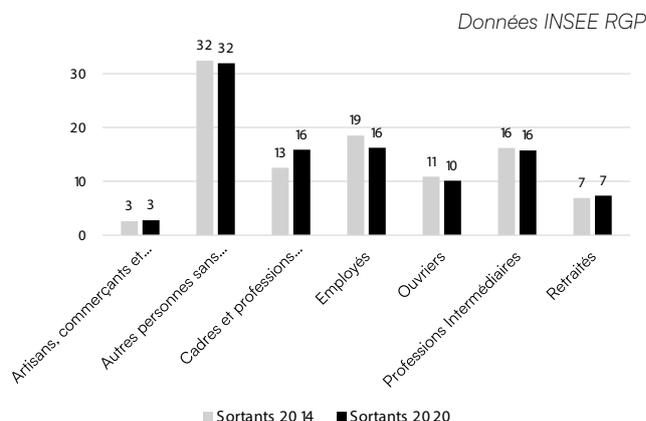
Des cadres toujours plus nombreux parmi les nouveaux arrivants sur le territoire

On observe sur le territoire d'Est Ensemble, depuis plus d'une décennie, l'arrivée croissante de cadres et professions intellectuelles supérieures, dans un territoire pourtant historiquement ouvrier et populaire. Ce phénomène, qu'on qualifie de « gentrification », bouleverse la sociologie du territoire et peut entraîner des phénomènes d'éviction des habitants historiques.

Part des entrants sur le territoire d'Est Ensemble en fonction de leur CSP



Part des sortants du territoire d'Est Ensemble en fonction de leur CSP



Clé de lecture : de 2014 à 2022 la part des cadres dans le total des arrivants passe de 18 à 22 %. Ainsi, en 2022, 22 % des personnes qui ont emménagé sur le territoire étaient des cadres, tandis qu'ils n'étaient que 16 % des personnes l'ayant quitté.

Note : la catégorie « Autres personnes sans activité professionnelle » regroupe toutes les personnes aux chômeurs, mais aussi les personnes « inactives » au sens du recensement (élèves de plus de 15 ans, étudiants, etc.)

Les nouveaux arrivants majoritaires sur le territoire d'Est Ensemble (hors personnes sans activités), sont, depuis au moins 2014, des cadres et professions intellectuelles supérieures, de manière toujours plus marquée. Dans le même temps, ils ne sont plus la catégorie majoritaire de sortants (dépassés de peu par les employés), ce qui démontre une vraie fixation de cette population, en particulier dans certaines parties du territoire.

Pour donner un caractère plus concret à ces taux : près de 21 000 personnes arrivaient sur le territoire en 2020, pour un peu plus de 23 000 qui le quittaient. Parmi ces 21 000 nouveaux arrivants, les plus nombreux sont les cadres, qui représentent près de 4 300 individus. C'est aussi la seule catégorie socioprofessionnelle (CSP) à avoir un solde migratoire positif. Ainsi, leur part augmente dans la population, au détriment de toutes les autres CSP, ce qui, année après année, modifie la composition sociale du territoire.

Solde migratoire en fonction de la CSP



Une mixité sociale en trompe l'œil ?

On pourrait se satisfaire du constat d'une plus grande mixité sociale, mais cela contribue à creuser les inégalités territoriales à une échelle géographique de plus en plus fine au sein d'Est Ensemble et de ses quartiers. On peut à ce propos rappeler le cas du quartier des Sept Arpents, situé entre Le Pré Saint-Gervais et Pantin, déjà évoqué par l'Observatoire du Territoire dans une précédente étude, qui devrait sortir de la prochaine géographie prioritaire, notamment du fait d'un changement de composition sociale, induit par les transformations urbaines du quartier.

« Les politiques aux effets gentrifiants prennent appui sur l'axe cardinal des politiques françaises du logement : la mixité sociale [...] C'est avant tout une mixité sociale "par le haut" qui est mise en œuvre, c'est-à-dire l'ouverture des quartiers populaires aux catégories sociales favorisées. »

Yoan Miot, « Renouveler l'habitat des quartiers anciens dans le cadre de la «Politique de la Ville» : la gentrification comme horizon ? — Les exemples de Mulhouse, Roubaix et Saint-Etienne », 2013

La majorité des cadres qui arrivent sur le territoire proviennent de Paris et ciblent, en priorité, les parties du territoire situées à proximité immédiate de la capitale, mais aussi celles bien desservies par les transports en commun et par les aménités d'une manière générale, à la recherche de logements plus accessibles et plus spacieux.

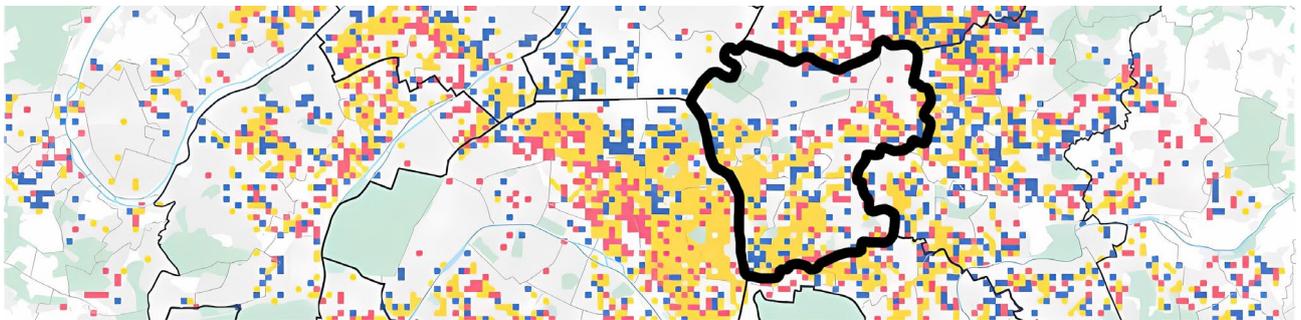
Type d'évolution des quartiers les plus mixtes

■ Nouvelle mixité ■ Maintien ■ Recul

■ Zone urbaine hors champ

■ Forêt, bois

— Établissements publics territoriaux
Communes ou arrondissements



INSEE & APUR, « Mixité sociale et ségrégation dans la métropole du Grand Paris : état des lieux et tendances sur 15 ans », 2023

Cela entraîne une mutation de la population en « fractale », très localisée, qui peut causer des phénomènes d'éviction des ménages précaires, loin des seuls faubourgs parisiens qu'on considère comme étant les espaces les plus concernés par la gentrification à Est Ensemble. En effet, cette dernière a pénétré bien plus à l'est dans le territoire, depuis déjà plusieurs années, sous l'impulsion des dynamiques de transformations urbaines ou d'aménités diverses.

« Ces mutations sont fractales. Elles opèrent [à Est Ensemble] en fonction de l'accessibilité à Paris (autour des lignes de métro) et des aménités urbaines que proposent certaines parties du territoire (le canal de l'Ourcq, le dynamisme associatif de Montreuil, l'ambiance urbaine des Lilas ou du Pré Saint-Gervais). »

Daniel Behar, Manon Loisel & Nicolas Rio, « La fin du 9-3 ? La Seine-Saint-Denis entre représentations et métropolisations », 2016

Une cohésion sociale mise à mal par un sentiment d'injustice sociale et spatiale ?

Est Ensemble est donc un territoire marqué par des espaces très mixtes, mais aussi par des espaces très ségrégués, où la pauvreté est particulièrement concentrée. La spécificité du territoire est que ces deux types d'espaces sont parfois directement accolés, sans zone intermédiaire faisant office de tampon entre eux. Ces espaces intermédiaires ont probablement disparu au gré des mouvements récents de gentrification, leurs caractéristiques étant plutôt en phase avec les attentes des potentiels gentrificateurs.

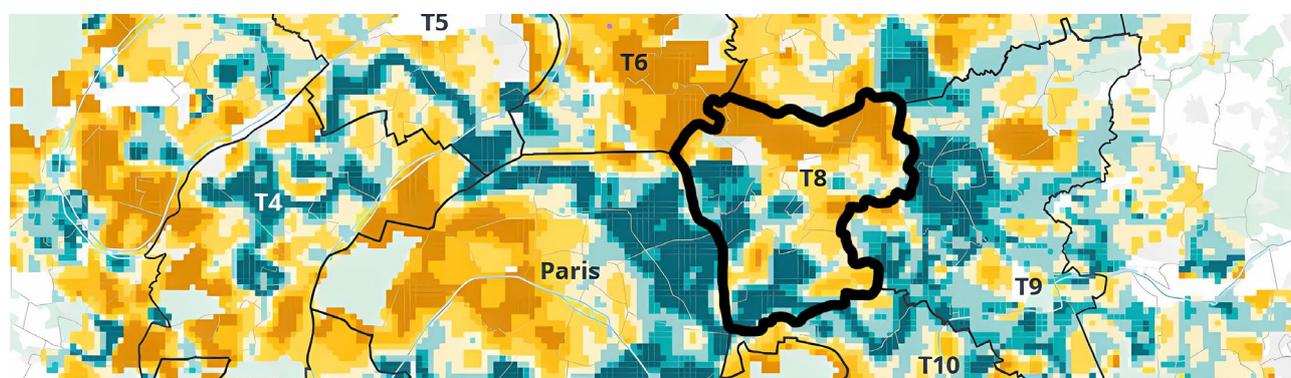
Niveau de mixité résidentielle

Ségrégation



Mixité

- Zone urbaine hors champ d'étude
- Forêt, bois
- Établissements publics territoriaux
Communes ou arrondissements



INSEE & APUR, « Mixité sociale et ségrégation dans la métropole du Grand Paris : état des lieux et tendances sur 15 ans », 2023

De ce fait, des espaces connaissant d'importants écarts de richesse sont désormais proches, ce qui peut amener à des tensions, pour diverses raisons allant du sentiment d'injustice à la modification du tissu commercial du fait de l'arrivée de nouvelles personnes plus aisées, en passant par le développement de nouveaux lieux, en lien avec les goûts et les moyens des gentrificateurs. Dans ce contexte, certains habitants historiques du territoire partent (on voit que de plus en plus d'employés et d'ouvriers quittent le territoire), de manière voulue ou non. Une partie d'entre eux, souvent ceux qui étaient déjà propriétaires, peut suivre une trajectoire résidentielle ascendante dans le périurbain, motivée par l'achat d'un pavillon avec jardin, alors que d'autres sont simplement repoussés plus loin en petite couronne, voire en grande couronne, du fait de la hausse des prix entraînée par la gentrification du territoire.

« Sur le plan social, chacune des neuf villes [d'Est Ensemble] est touchée par ce phénomène de fractalisation. À chaque coin de rue, les écarts tendent à s'accroître, par la paupérisation de quartiers enclavés et où dominant l'habitat social collectif, d'une part, et le renchérissement de secteurs revalorisés, d'autre part. »

Daniel Behar, Manon Loisel & Nicolas Rio, « La fin du 9-3 ? La Seine-Saint-Denis entre représentations et métropolisations », 2016

Ainsi, bien que certains indicateurs tendent à montrer une diminution des écarts de revenus, lorsqu'on regarde le territoire dans son ensemble, une approche spatiale permet de constater que c'est peut-être un sentiment d'injustice sociale qui est en train de s'installer, dans un territoire probablement encore sous-doté face aux défis qui sont les siens.



**Est
Ensemble
Grand Paris**

Bagnolet, Bobigny,
Bondy, Le Pré Saint-Gervais,
Les Lilas, Montreuil,
Noisy-le-Sec, Pantin,
Romainville